

Préface

Ce premier dossier des *Carnets* consacré à l'Afrique n'a pas cédé, pour son titre, à la mode du pluriel pour souligner la diversité et les contrastes des dynamiques en jeu sur ce continent. Pour autant, cet intitulé n'implique nullement l'adoption d'une approche globalisante – approche qui, en dépit du récent renforcement de la coopération régionale en matière économique et institutionnelle, n'a effectivement guère de sens ; il ne promet pas non plus un traitement exhaustif de toutes les situations. Notre sélection, parmi les notes produites sur l'Afrique ces derniers mois, a ainsi laissé de côté certains acteurs majeurs, en dépit d'une actualité politique particulièrement vive, comme la République démocratique du Congo. Mais elle a pris soin de couvrir l'ensemble des grandes régions du continent, notamment l'Afrique orientale, centrale et australe, jusqu'à Madagascar. Sans que cela soit très surprenant, l'Afrique de l'Ouest est cependant davantage représentée, témoin des intérêts et des liens privilégiés que la France y a noués. Ces liens ont profondément évolué mais l'engagement de la France n'en demeure pas moins des plus attentifs vis-à-vis des populations et des Etats de cette sous-région.

Le premier article est ainsi consacré à la Côte d'Ivoire. Richard Banégas, de retour d'Abidjan, décrit une véritable renaissance. Pourtant, observe-t-il, la normalisation du pays reste fragile. Les menaces ne résident pas forcément – ou pas uniquement – dans le spectre d'une revanche plus ou moins lointaine et violente des vaincus mais dans la capacité qu'aura ou non la coalition au pouvoir, d'organiser la démobilisation des combattants, de résister à la tentation de l'hégémonie politique et de repenser le pacte national.

Le politique doit également reprendre le pas sur le militaire et ne pas sombrer dans l'autoritarisme en République du Soudan du Sud. Lors de la rédaction de la note produite par Giorgio Musso et Raphaëlle Guibert, le futur Etat était encore couramment désigné par l'appellation « Sud-Soudan ». Alors que le Mouvement populaire de libération du Soudan occupe déjà *de facto* une position

Les carnets du CAP

hégémonique au sein des nouvelles institutions, saura-t-il édifier un système étatique pluraliste qui échappera aux fractures interethniques et à leurs instrumentalisations ?

Séverine Awenengo Dalberto signe une passionnante analyse des nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse au Sénégal, la première du genre. À Dakar comme dans tout le pays, la contestation émane de la jeunesse, une frange de la population qui avait soutenu le président Abdoulaye Wade en 2000, mais qui, aujourd'hui, conteste sa volonté d'être candidat à un nouveau mandat. L'étude de Séverine Awenengo Dalberto décrit le renouvellement des modes d'organisation et d'engagement politique qu'incarne le collectif « Y'en a marre ». Son coordinateur, Fadel Barro, a d'ailleurs été reçu au Quai d'Orsay en novembre dernier.

Par contraste, l'échec des élites malgaches à désamorcer la crise institutionnelle que traverse la Grande île de l'Océan Indien depuis 2008 n'en apparaît que plus patent. Comme l'explique Laurent d'Ersu, coordinateur de l'ensemble de ce dossier, la solution ne peut résider seulement dans le rajeunissement de la classe politique. La laborieuse entrée en vigueur de la « feuille de route » promue par la communauté internationale n'enlève rien à l'intérêt d'une meilleure compréhension, qu'entend donner l'article de Laurent d'Ersu, de la relation des Malgaches au pouvoir.

C'est un autre choc entre élites – en l'occurrence celles du Nord et du Sud du Nigeria – qu'a fait surgir l'élection contestée de Goodluck Jonathan à la tête du pays le plus peuplé du continent. Après le rythme habituel des alternances politiques, les modalités de partage des recettes du pétrole pourraient à leur tour être remises en cause alors que le volontarisme réformiste du nouveau président semble déjà être en partie retombé. Kathryn Nwajiaku-Dahou analyse les solutions que Johnathan privilégie pour endiguer les attentats contre l'industrie pétrolière dans le delta du Niger : amnistie des « militants » repentis, promotion très sélective de certains soutiens de la rébellion, forte présence des dispositifs de sécurité et recours – souvent contreproductif – à une Force d'intervention conjointe (JTF) également en charge de la répression du groupe islamiste Boko

Préface

Haram. L'auteur décrit bien comment deux types d'action violente surgis dans des contextes diamétralement différents en viennent à se concurrencer lorsqu'un règlement négocié se profile.

L'expansion, depuis le Nord du Nigeria, du mouvement islamiste Izala a des répercussions dans l'Etat voisin du Niger. Sylvain Touati analyse la place qu'occupe ce mouvement d'inspiration wahhabite dans un pays où la société s'est très fortement réislamisée, notamment sous l'impulsion d'ONG venues en particulier du Golfe persique et de Libye. Il dessine le paysage complexe de ces « ONG islamiques » et des « sociétés islamiques », relativisant l'inquiétude qu'elles suscitent.

Les mouvements évangéliques n'inspirent pas, a priori, un tel réflexe. Mais c'est pourtant une forme de défiance que provoque, chez nous, le constat de leur expansion en Afrique, sans doute parce qu'il y est souvent associé à une forme d'expansionnisme culturel nord-américain. La description qu'en fait Cédric Mayrargue, dans une analyse plus ancienne que les autres contributions du dossier, apportera des éléments utiles à la compréhension d'un phénomène inégalement réparti sur le continent mais tout à fait majeur et souvent mal interprété. Si ce dossier ne prétend nullement à l'exhaustivité, il aurait été dommage de laisser de côté ce sujet avant de passer aux Varia qui complètent ce numéro 15 des *Carnets*.

Le premier, signé par Christian Lechervy, permet une transition remarquable entre les deux parties de notre numéro. En effet, il décrit et analyse l'élargissement de ce club des émergents appelé BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) à l'Afrique du Sud en avril 2011, exemple inédit de dialogue tricontinental et de coopération Sud-Sud.

Patrick Allard et François Bonet, prolongeant la réflexion de la DP sur la crise que traverse l'Union européenne, avancent plusieurs propositions qui favoriseraient une restauration du « crédit européen », un terme, on l'aura compris, à entendre dans ses deux sens : celui de la confiance et de l'adhésion à un projet politique et celui de la capacité économique de l'Union à emprunter et à financer de grands projets.

Les carnets du CAP

Les élections de décembre en Russie, en reconduisant sans surprise l'hégémonie du parti Russie Unie de Vladimir Poutine, prolongent le pacte oligarchique sur lequel le système est assis. Mais cette victoire électorale, plus contestée que prévue, est à l'image de la Russie telle que la qualifie Anissia Morel dans le titre de son article : entre regain et déclin. L'analyse des trois dernières années permet de dégager les grandes tendances de la politique étrangère russe.

L'arrivée d'Emmanuel Lebrun-Damiens à la DP remet à l'honneur la réflexion sur les questions multilatérales. Il revient ici sur les débats entourant, notamment depuis le printemps arabe, la « responsabilité de protéger ». Sans créer un nouveau droit, l'adoption de ce concept a des effets tangibles, comme en témoigne l'intervention en Libye, dont la contestation devrait s'amoinrir si l'usage du concept ne privilégie pas exclusivement les aspects coercitifs.

C'est justement sur les prémisses de cette tragédie fondatrice qu'a constitué pour la « responsabilité de protéger » l'impuissance devant le génocide au Rwanda que nous revenons dans notre rubrique Relecture. Ecrite en 1990, la note de Jean-François Bayart prouve que l'avenir, funeste en l'occurrence, n'est pas toujours imprévisible.

L'invité du Programme d'invitation de personnalités d'avenir (PIPA) auquel nous avons posé « 3 questions » est cette fois William Gumede. Une voix très écoutée en Afrique du Sud qui nous permet de clore ce numéro « Afrique » sur un « poids lourd » politique et économique du continent et sur une préoccupation prioritaire de la région à laquelle nous n'avons pas voulu la réduire, mais qu'il ne faut pas négliger pour autant : la lutte contre la pauvreté.

Bonne lecture !

Joseph Maïla
Directeur de la Prospective